La Lettre de l'IRSEM

Octobre 2026

Actualités de l'IRSEM 2

Équipe

Publications de l'IRSEM

Ouvrages publiés par les chercheurs

Événements

IRSEM Europe

Activités des chercheurs

Veille scientifique 17

À venir 18

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE DE L'ÉCOLE MILITAIRE

irsem

Actualités de l'IRSEM

Équipe

L'IRSEM souhaite la bienvenue à Jean-Christophe Noël qui a rejoint le domaine Stratégies, normes et doctrines.

Jean-Christophe Noël est chercheur à l'IRSEM où il traite des opérations militaires. Ancien officier de l'armée de l'Air, il a mené une carrière de pilote de chasse et tenu divers postes en état-major, s'occupant notamment des affaires de doctrine ou de prospective. Il a été l'adjoint du chef de cabinet du chef d'état-major de l'armée de l'Air de 2006 à 2009, Military Fellow au Center for Strategic and International Studies (CSIS) à Washington D.C. en 2009/2010 et expert chargé des affaires politico-militaires au Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère des Affaires étrangères de 2012 à 2017. Il a également été rédacteur en chef de la revue *Vortex* – consacrée à la guerre aérospatiale – entre 2021 et 2026. Il est chercheur associé à l'IFRI depuis 2018.

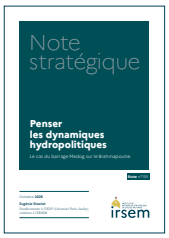
Publications de l'IRSEM

Étude 127
(19 octobre)

« Spying Without Seeing – Israeli Intelligence Services and Failure of October 7 », by Clément Renault, 70 p. [Version anglaise de l'étude 127, octobre 2025.]

The October 7, 2023 attack carried out by Hamas against Israeli territory constitutes one of the most serious intelligence failures in the history of the State of Israel. The event marked a profound strategic rupture that called into question the doctrinal foundations upon which Israeli security policy toward the Gaza Strip long rested. Drawing on the analytical tools developed in the literature on intelligence failure, this study offers a systemic interpretation of this strategic surprise. It demonstrates that the causes of the October 7 failure lay in a combination of shortcomings in intelligence collection, the persistence of unchallenged analytical assumptions, bureaucratic routines, and dysfunctions in the relationship between intelligence services and political authorities. It also shows that the operation under way in the Gaza Strip since October 27, 2023 has reshaped the division of responsibilities among the services, and that the major successes of the operations conducted in 2024 and 2025 against Hezbollah and Iran, while demonstrating a high degree of technical proficiency and confirming the offensive power of Israeli intelligence, should not be confused with a genuine incorporation of the lessons of the October 7 failure.

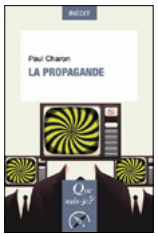
Note stratégique 153
(5 octobre)



« Penser les dynamiques hydropolitiques – Le cas du barrage Medog sur le Brahmapoutre », par Eugénie Stoclet, 21 p.

Le projet du barrage Medog, futur plus grand barrage hydroélectrique du monde, en construction depuis 2025 sur le cours inférieur du Yarlung Zangbo/Brahmapoutre, s'inscrit dans un contexte de stress hydrique croissant, de changements climatiques et de rivalités sino-indiennes autour des ressources transfrontalières. Élément stratégique pour les deux pays, le bassin soulève des enjeux de sécurité hydrique, de souveraineté et d'asymétries de pouvoir. Cette note stratégique analyse les reconfigurations des relations associées au barrage ainsi que les narratifs médiatiques qui l'entourent, à partir d'une analyse thématique de médias chinois et indiens anglophones sur la période 2020-2026. L'analyse soutient que le barrage agit moins comme un facteur autonome de conflit que comme un révélateur et accélérateur de dynamiques hydropolitiques et sécuritaires préexistantes. Les résultats révèlent des récits contrastés : menace pour la sécurité hydrique côté indien, discours technique et développemental côté chinois. Ces représentations contribuent à une forme de sécuritisation de l'eau, à la politisation des infrastructures et à la reconfiguration des rapports de puissance dans les relations sino-indiennes, mettant en lumière le rôle des grands barrages comme catalyseurs de dynamiques régionales.

Ouvrages publiés par les chercheurs



Paul Charon, *La Propagande*, PUF, coll. « Que sais-je ? », 128 pages.

Souvent jugée désuète, reliquat d'un XXe siècle totalitaire, la propagande n'a jamais cessé de se métamorphoser. Ses formes contemporaines (micro-ciblage algorithmique, désinformation sérielle, captation des affects) opèrent jusque dans les démocraties qui se croyaient à l'abri. Mobilisant la rhétorique, la narratologie, la science politique et les sciences de l'information et de la communication, Paul Charon en restitue les définitions et l'histoire, en démonte les ressorts argumentatifs, narratifs, affectifs et scéniques, examine ses formes numériques, et interroge les voies de la réception, de la résistance et de la riposte. Attentif aux terrains non occidentaux, il scrute l'efficacité des discours propagandistes d'aujourd'hui, dont la critique reste largement à refonder.

Événements

1er octobre : Séminaire « Quand la Chine dépasse le monde ».

L'IRSEM a organisé une demi-journée autour du numéro d'été 2026 de la *Revue Défense nationale* intitulé « Quand la Chine dépasse le monde » qui a permis d'entendre six des vingt contributeurs, divisés en deux panels.

La première table ronde a rassemblé trois des contributeurs du numéro spécial, des spécialistes reconnus de la Chine et de l'Asie. Stéphanie Balme, directrice du CERI, est revenue sur sa présentation de la montée en puissance scientifique de la Chine, comme un écho à l'interrogation passée de Needham sur l'absence de la Chine dans ces domaines jusqu'à la seconde moitié du XXe siècle. Elle rappelle très justement que la position actuelle de la Chine dans les domaines scientifiques est avant tout le résultat d'une construction et d'un choix politique ancien (celui de l'État-Parti), qui, dans une approche marxiste, conserve une vision « ultra solutionniste » des sciences. En outre, la mise en œuvre très centralisée de ce projet a bénéficié d'importants investissements : la RPC est le pays qui a, depuis 1978, le plus investi dans les domaines scientifiques, et pour des montants bien au-dessus de la moyenne des pays membres de l'OCDE. Si la progression scientifique de la Chine depuis cette date s'est appuyée sur deux grands projets maintenus sous la période maoïste (nucléaire et spatial), elle s'est aussi beaucoup inspirée des expériences américaines et japonaises. Aujourd'hui, la Chine est incontestablement un pays innovant scientifiquement et, sans être première en tout, elle oblige les autres États à penser avec elle, comme l'illustre le domaine de l'IA. Si l'on peut s'interroger sur la soutenabilité du modèle de développement scientifique chinois, notamment au regard des incertitudes politiques

et économiques internes, il faut, conclut Stéphanie Balme, s'accoutumer à ce que la Chine soit un *game changer* scientifique.

Jérôme Doyon, professeur junior au Centre de recherches internationales CERI – Sciences Po, est revenu sur sa contribution présentant l'expansion internationale du Parti communiste chinois. Cette projection internationale vise à surveiller et mobiliser les acteurs/individus chinois membres du Parti qui résident, notamment pour des raisons d'emplois ou d'études, à l'étranger. Selon Jérôme Doyon, ils seraient environ deux mille dans ce cas. Cette expansion se matérialise par la création de cellules du parti dans les entreprises chinoises à l'étranger, ou dans les communautés étudiantes, généralement en lien avec les représentations légales chinoises (ambassades ou consulats). Les activités des individus dans ces cellules se résument souvent à des échanges en ligne, autour de discussions sur des principes politiques ou des questions plus pratiques. L'objectif est de projeter une image positive de la Chine à l'étranger en faisant en sorte de ne pas aliéner les opinions publiques locales, mais aussi de s'assurer de la fiabilité des membres du parti et enfin de les protéger en cas de problèmes. Néanmoins, ces dispositifs agissent souvent dans des environnements contraints, surtout dans les pays occidentaux, ce qui réduit considérablement leurs marges de manœuvre.

Ce premier panel s'est achevé avec la présentation par Sophie Boisseau du Rocher de la relation entre la Chine et l'ASEAN. Elle rappelle que cette relation s'inscrit sur le long terme puisque l'un de ses tournants majeurs date de 1997 et de la crise financière qui frappe les pays d'Asie du Sud-Est, membres de l'association. À l'inverse de l'attitude très condescendante des Occidentaux à son égard, la Chine tend la main à l'ASEAN, lui évite un fiasco et est devenue depuis l'un de ses partenaires majeurs. Pékin signe dès 2000 un accord de libre-échange avec l'organisation, évitant, après 2008 et la nouvelle crise financière, une nouvelle catastrophe économique à ses membres. Depuis, la relation se construit autour de discours et de dispositifs très articulés, amenant l'ASEAN dans le giron chinois, et permettant à Pékin de présenter un exemple de désoccidentalisation. Il n'en demeure pas moins que la Chine se donne les moyens de ces liens privilégiés : le nombre de secteurs couverts par la coopération entre les deux est de 48, contre 25 pour l'Inde et 15 pour l'UE. En 2003, Pékin était le premier partenaire à signer le Traité d'amitié et de coopération de l'association ainsi qu'un partenariat stratégique bilatéral, devenu en 2021 un partenariat stratégique global. La Chine est ainsi devenue depuis 18 ans le principal partenaire commercial des membres de l'ASEAN, et ses investissements directs dans la région ne font qu'augmenter. Cette relation s'appuie dans presque tous les États membres sur des réseaux d'affaires chinois ou d'origine chinoise qui constituent de fait des vecteurs d'influence performants. Selon Sophie Boisseau du Rocher, l'ASEAN est pour la Chine le laboratoire d'un processus de coercition aimable, qui en dépit de crispations périodiques, démontre que la mondialisation chinoise n'est pas forcément catastrophique.

La seconde table ronde a rassemblé des spécialistes de différentes thématiques qui incluent aujourd'hui la Chine dans leurs analyses. Le capitaine Yves Auffret, chercheur cyber à l'IRSEM, explique que le cyber en Chine se construit autour de plusieurs signifiants : l'affrontement entre les modèles chinois et occidentaux de gouvernance de l'Internet, l'importance des technologies et en particulier des technologies émergentes (IA, la 3D ou l'informatique quantique), un lien fort entre souveraineté et cybersécurité, et enfin une importante politique publique. Yves Auffret rappelle qu'aujourd'hui la volonté de la Chine de peser dans le développement de l'espace cyber international se heurte à de très fortes oppositions au sein des instances internationales, notamment de la part des États-Unis. Pour conclure, il relativise l'absolu contrôle d'Internet en Chine rappelant la taille du territoire et de sa population et le fait que le pays soit l'un des plus attaqués au niveau cyber.

Marine de Guglielmo Weber, chercheuse environnement, énergie et matières premières stratégiques à l'IRSEM, a présenté les principales conclusions de sa contribution portant sur les pratiques de modification des conditions météorologiques par la Chine. L'ensemencement des nuages à des fins d'augmentation des pluies n'est pas l'apanage de la Chine puisque plus de 50 États s'y adonnent dont la France. Cependant, explique Marine de Guglielmo Weber, Pékin est devenu le leader dans ce domaine : il est d'abord le premier pays en termes d'investissements réalisés dans la modification météorologique avec 1,3 milliard de dollars US dépensés entre 2012-2017. C'est également le premier à s'être doté d'un bureau de la modification de la météo, qui aujourd'hui a des représentations dans les provinces et emploie quelque 40 000 personnes. C'est aussi le premier pays à avoir institué des plans nationaux de modifications météorologiques, le dernier couvrant la période 2014-2025. La modification météorologique concerne aujourd'hui la moitié du territoire chinois, fait l'objet d'une réglementation et d'une coordination avec les politiques agricoles et connaît d'importants progrès techniques (utilisation de drones pour l'ensemencement). Le premier objectif de cette pratique est de lutter contre le stress hydrique dont souffre la Chine et qui menace à la fois les activités agricoles et industrielles. Toutefois

cette utilisation n'est pas sans créer de problèmes, notamment avec ses voisins. Ainsi, des zones de lancement de fusées/missiles pour l'ensemencement des nuages ont été installées sur le plateau tibétain, modifiant les pluies transfrontalières au bénéfice de la Chine, et au grand dam de l'Inde.

Eugénie Stoclet, post-doctorante à l'IRSEM spécialiste des relations hydro-politiques face aux transformations socio-environnementales, conclut cette matinée en présentant sa contribution sur la Chine comme puissance hydroélectrique. Elle rappelle que la part de l'hydroélectricité a ainsi augmenté d'environ 70 % au cours des vingt dernières années, atteignant 17 % de la production énergétique globale en 2020 et représentant 45 % de la production d'énergie renouvelable cette même année, mais que si elle est une alternative aux énergies fossiles, elle pose la question épineuse du contrôle des fleuves. La Chine est le plus important consommateur au monde d'énergie hydroélectrique et représente plus de 50 % de la croissance de ce secteur au cours des 20 dernières années. Pendant cette même période, la position de leader de la Chine s'est affirmée tant sur le plan du nombre et de la taille des infrastructures (barrages) à l'intérieur de son territoire comme à l'étranger que sur le plan des entreprises leaders dans le domaine et dans les sources de financement offertes pour les projets hydroélectriques. Avec plus de 320 grands barrages construits dans plus de 140 pays, Eugénie Stoclet estime que l'on peut parler d'une diplomatie hydroénergétique chinoise.

Carine Pina et Benoît de Tréglodé

5 octobre : Séminaire de rentrée des Jeunes Chercheurs, DGRIS/IRSEM.

Le 5 octobre 2026, la DGRIS et l'IRSEM ont organisé à l'École militaire la rentrée des jeunes chercheurs. Après une matinée animée par l'équipe MARS et consacrée au dispositif de soutien à la recherche stratégique et à la sécurité des terrains, l'après-midi a débuté par une présentation de l'IRSEM et du séminaire des jeunes chercheurs par Amélie Férey. Les participants ont ensuite rencontré les six directeurs de domaine pour découvrir les recherches conduites à l'institut et échanger sur leurs travaux doctoraux.

La séance s'est poursuivie par un atelier de lecture collective de *La guerre du Péloponnèse* de Thucydide. Organisé sous la forme d'un arpentage, associant lecture en petits groupes et restitution commune, cet exercice s'appuyait sur huit extraits. Les échanges ont porté sur les causes de la guerre, la démocratie en guerre, la crise provoquée par la peste d'Athènes, la révolte de Mytilène et les débats sur sa répression, la guerre civile à Corcyre, les rapports entre force et droit, l'expédition de Sicile et la défaite athénienne.

Le séminaire vise à accompagner les recherches doctorales et à construire une culture commune à partir d'un corpus partagé en humanités stratégiques. Chaque séance comportera désormais un temps consacré à la lecture et à la discussion d'un ouvrage de référence.

Amélie Férey

5 octobre : Séminaire « Fabulae Mundi : Qui parle quand la Chine raconte ? Polyphonie et orchestration énonciative dans les récits stratégiques chinois », avec Paul Charon (IRSEM).

Cette séance d'ouverture de la deuxième saison du séminaire a pris pour point de départ un constat que la recherche en relations internationales a rarement tiré au clair : depuis plus de dix ans, le champ s'est emparé de la notion de récit stratégique sans importer à plein les instruments de la discipline qui l'étudie, la narratologie. L'intervention a entendu montrer l'heuristicité de cette dernière en transposant l'une de ses questions centrales à l'analyse de l'action extérieure des États : qui parle quand un État raconte ? Les États, en effet, ne parlent pas ; lorsqu'ils racontent, ils composent un arrangement de voix qui raconte à leur place, voix d'autres dirigeants, d'ancêtres, du peuple ou de l'Histoire elle-même, et cette orchestration décide de propriétés du récit qu'une analyse de contenu laisse le plus souvent dans l'ombre, sa crédibilité, sa prétention à représenter un groupe, son universalité. À partir des travaux de Gérard Genette, d'Oswald Ducrot et de Mikhaïl Bakhtine, on a proposé le concept de polyphonie de façade pour caractériser une situation dans laquelle un seul locuteur met en scène plusieurs voix hétéronomes, par contraste avec la polyphonie bakhtinienne, où les voix demeurent libres de se contredire. Le cas d'étude a porté sur huit discours de Xi Jinping et de Wang Yi (2024-2026) consacrés à la multipolarité, dont l'examen a permis d'identifier les opérations qui fabriquent la pluralité des voix et les traces textuelles qu'elles laissent. La présentation a enfin montré que la voix est un axe à part entière de la narratologie politique des relations internationales qui permet d'éclairer la fabrique des récits stratégiques.

Paul Charon

8 octobre : Séminaire « Quelle trajectoire pour la France en Afrique de l'Ouest et au Sahel ? », avec le colonel Peer de Jong et Caroline Roussy.

Le jeudi 8 octobre, l'équipe Afrique de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire a organisé sa rentrée stratégique portant, cette année, sur la trajectoire de la France en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Cette rentrée a permis de traiter différentes questions liées à certains héritages coloniaux (politiques, sociaux et territoriaux), à la relation franco-africaine dans son ensemble (notamment sous l'angle militaire) et aux perspectives à venir pour la France sur le continent. Les discussions ont été nourries par les interventions de deux spécialistes du continent africain : le colonel Peer de Jong, auteur notamment de l'ouvrage *Out of Africa. Chronique du divorce franco-africain* (coécrit avec le journaliste Frédéric Lejeal, Mareuil, 2026), et la chercheuse Caroline Roussy, directrice du programme Afrique/s de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et autrice du livre *La mauvaise réputation. Essai sur les frontières africaines* (Riveneuve, 2026).

Le colonel Peer de Jong est tout d'abord revenu sur le fil rouge de son ouvrage, à savoir le « divorce » entre la France et les pays africains. Selon lui, les prémices de cette rupture sont visibles dès le début des années 1990, avec entre autres la disparition de plusieurs leaders africains issus de la période des indépendances, la dévaluation du franc CFA sans concertation préalable avec les pays concernés, la crise et le génocide au Rwanda, ou encore la fin de la guerre froide. Selon le colonel Peer de Jong, la guerre menée par la France en Libye en 2011 a achevé de concrétiser un décalage entre des attentes africaines qui ont largement évolué depuis trente ans et des intérêts français restés inchangés. Caroline Roussy a, de son côté, estimé que la rupture entre certains pays africains, notamment au Sahel, et la France s'explique principalement par le fait que le continent est devenu l'un des terrains de jeu privilégiés des puissances, grandes et moyennes, qui y rivalisent d'influence et de contre-influence. Elle a ensuite présenté l'un des arguments principaux de son ouvrage : si les frontières coloniales ont la « mauvaise réputation » d'avoir été dessinées arbitrairement par les Européens à Berlin à la fin du XIX^{e} siècle, une partie d'entre elles a en réalité été négociée/co-construite, dans plusieurs régions d'Afrique, sur la base de compromis entre plusieurs intérêts (administrations coloniales, autorités locales, chefferies, etc.).

Les deux intervenants ont ensuite confronté leurs analyses sur l'opération Barkhane et les retraits militaires français au Sahel. Le colonel Peer de Jong a rappelé que les rivalités d'influence entre les ministres de la Défense et des Affaires étrangères, dans la France des années 2010, avaient abouti à la prééminence du volet militaire dans la relation franco-africaine. Selon le colonel, rejoint par Caroline Roussy, les armées françaises se sont ainsi « embourgeoisées » en Afrique : elles ont délaissé leur modèle antérieur à 1990, plus flexible et réactif, au profit d'un dispositif plus lourd, dont l'action s'est diluée dans une approche multilatéraliste. L'opération Barkhane, la Task Force Takuba ou encore la force conjointe du G5 Sahel en constitueraient les illustrations les plus achevées. Cette évolution a été aggravée par l'arrogance affichée par la France envers les responsables politiques africains depuis le début des années 2010, qui n'a fait qu'envenimer les relations.

Les intervenants ont enfin esquissé quelques perspectives, au cours d'un échange avec les auditeurs. Caroline Roussy et le colonel Peer de Jong se sont accordés sur la nécessité d'un investissement politique et financier dans les pays africains francophones, ainsi que sur celle d'engager le dialogue avec les responsables politiques sans attendre que l'Afrique revienne d'elle-même vers la France. Le colonel a en outre souligné l'intérêt d'étudier les méthodes des compétiteurs de la France sur le continent (Russie, Turquie, Chine, États-Unis) : discrétion de la présence militaire, retrait des armées, vente de services militaires sans dons. Caroline Roussy a quant à elle déploré le démantèlement des structures françaises de production du savoir sur l'Afrique et les doubles standards de la politique étrangère, avant de plaider pour la réintégration des frontières, aujourd'hui dans l'angle mort des politiques africaines comme étrangères, aux outils de prévention des conflits.

Rose Melot-Chesnel

13 octobre : Séminaire « Les armées au prisme des sciences sociales : De la masculinité militaire à l'esquisse d'une politisation ? Trajectoire sociologique d'anciens engagés de l'armée de Terre », avec Arthur Barry.

Le 13 octobre 2026, Arthur Barry est intervenu à la première séance de l'année 2026-2027 du séminaire « Les armées au prisme des sciences sociales ». Il a présenté les recherches qu'il mène dans le cadre de sa thèse de doctorat au laboratoire SOPHIAPOL (Université Paris Nanterre), sous la direction d'Éric Fassin. Sous le titre *De la masculinité militaire à l'esquisse d'une politisation ? Trajectoires sociologiques d'anciens engagés de l'armée de Terre,* il a présenté le parcours de sept militaires, anciens ou encore en service. Sa question de départ est simple : les enquêtés disent que l'armée leur a donné « la confiance » et « le dépassement de soi ». Que reste-t-il une fois l'uniforme rendu ? Pour y répondre, le chercheur croise genre, classe et politique. Il s'appuie sur la notion de « masculinité hégémonique » de Raewyn Connell, sur une définition large de la politisation empruntée à Camille Hamidi, et sur la sociologie des dispositions de Bernard Lahire : ce que l'armée renforce, ce qu'elle met en veille, ce qui persiste.

Les recherches d'Arthur Barry montrent des parcours relativement similaires : des jeunes hommes, issus de milieux défavorisés, qui se sont construits dans un rapport conflictuel à l'école. De fait, ils ont un rapport pratique au savoir et voient le corps comme un outil de travail. L'armée leur promet alors un « capital corporel » et une reconnaissance. Arthur Barry explique que l'engagement est aussi un pari joué devant la famille, une façon de s'émanciper d'un père ou de démentir ceux qui ne « misaient pas » sur eux. Les recrues n'arrivent donc pas neutres : la fascination pour le soldat fort et héroïque relève déjà d'une forme de pré-politisation.

Toutefois, en interrogeant ces anciens militaires, Arthur Barry accède à des récits de transformation. Le sport structure le quotidien militaire : il fabrique la cohésion et pousse au dépassement de soi, jusqu'à la douleur. Ces pratiques mettent en scène une masculinité guerrière qui distingue les militaires des civils. La recrue, dépouillée de ses repères, ne subit pas cette discipline à contrecœur : elle la recherche, et les épreuves deviennent une fierté. Les enquêtés dévalorisent ce qu'ils étaient avant pour valoriser ce que l'armée leur a apporté. En somme, dans une logique de rite initiatique, l'armée transforme « un lâche », « un petit geek », « une brindille », en un homme capable de traverser l'adversité et d'accepter la douleur.

Le devoir de réserve, deuxième angle de cette rencontre, s'applique de façon inégale sur les militaires : en bas de la hiérarchie, la politique est évitée ou reléguée en petit comité. Elle surgit surtout autour des questions de genre : rapports aux femmes, à l'homosexualité, etc. Le patriotisme, lui, n'est jamais cité comme motivation de départ. Il apparaît pendant le service, pour donner du sens à l'engagement : quitter un marché de l'emploi difficile devient un service rendu à la nation, dans la lignée des « anciens ». Les opérations extérieures peuvent mettre cet idéal à l'épreuve. Certains se sentent comme des « pions sur un échiquier » et la critique se tourne alors vers l'État, mais au nom de la nation.

Dans un dernier temps, Arthur Barry a analysé la sortie de la vie militaire. La discipline, vécue comme un défi à l'entrée, devient parfois une contrainte. Le chercheur distingue trois façons de quitter l'armée : la rupture (voyages, emplois saisonniers), la continuité institutionnelle (l'entrée dans la police par exemple) et l'« errance constructive » (paternité, reprise d'études, reconversion). Les orientations politiques de ces anciens engagés peuvent être très diverses, de la gauche antiraciste à une droite hostile à l'immigration mais tous partagent une même « grammaire de l'épreuve ». Par exemple, un des anciens militaires mentionne son estime des migrants, et du moment crucial de la traversée.

In fine la socialisation militaire ne produit pas, selon Arthur Barry, un programme politique. Elle produit un principe : « on vaut ce que l'on a enduré ». Ce principe ne naît pas dans l'armée, mais il est ancré dans une culture populaire du corps et dans une époque qui fait de la performance individuelle une norme. L'armée l'inscrit dans les corps et le rend visible par ses rites, ses grades et ses insignes, et se double d'une économie de genre, qui classe les hommes entre forts et faibles. Pour la suite de ses recherches Arthur Barry a ouvert la piste du rapport à la sexualité, où l'accès à la séduction dépendrait de la proximité perçue avec la masculinité hégémonique.

Lisa Grolleau

26 octobre : Conférence-débat « Les droites américaines, du fascisme à la néoréaction », IRSEM/OPEXAM, avec Olivier Burtin et Arnaud Miranda.

Organisée par le domaine Europe, espace transatlantique, Russie dans le cadre du programme de l'OPEXAM, cette conférence-débat, présidée et modérée par Maud Quessard, réunissait l'historien Olivier Burtin (Université de Picardie Jules-Verne, Centre d'histoire de Sciences Po), auteur de *Petite histoire du fascisme américain* (Payot, 2026), et le théoricien politique Arnaud Miranda (CEVIPOF, Inalco), auteur des *Lumières sombres. Comprendre la pensée néoréactionnaire* (Gallimard / Le Grand Continent, 2026). À une semaine des élections de mi-mandat du 3 novembre, et au lendemain de la victoire de Lula face à Flavio Bolsonaro au Brésil, il s'agissait de croiser l'histoire sociale et politique et l'histoire des idées pour comprendre comment des courants longtemps jugés infréquentables ont trouvé le chemin du pouvoir aux États-Unis, et ce que cette trajectoire annonce pour la démocratie américaine et ses alliés.

Olivier Burtin a ouvert la séance sur trois images : le rassemblement du German American Bund au Madison Square Garden en février 1939, où le portrait de George Washington voisinait avec la croix gammée ; George Lincoln Rockwell haranguant les quartiers blancs de Chicago contre Martin Luther King en 1966, l'année où il forge le slogan « White Power » ; la marche aux flambeaux de Charlottesville en août 2017. Trois générations, un même geste : accoler les symboles du fascisme à ceux du patriotisme américain. De là le paradoxe que son livre entend élucider : comment le pays qui s'est défini contre Hitler a-t-il produit des mouvements revendiquant à la fois l'Amérique et ses ennemis les plus honnis ?

La réponse tient en une thèse : le fascisme américain n'est pas une greffe européenne mais la traduction locale d'idées autoritaires, hiérarchiques et excluantes, antérieures à Mussolini. Le second Ku Klux Klan des années 1920, fort de quatre millions de membres et défilant à visage découvert à Washington, en est la première incarnation de masse, singulière en ce qu'elle défend l'ordre établi plutôt qu'elle ne le combat. Le New Deal, puis les conquêtes du mouvement des droits civiques, font basculer ce courant dans l'hostilité à l'État fédéral : des Silver Shirts de Pelley au Christian Front, de Yockey à Rockwell, puis, à partir des années 1970, vers l'insurrection armée, avec *The Turner Diaries*, The Order, les milices et l'attentat d'Oklahoma City. Parallèlement, une voie légaliste, de David Duke à Pat Buchanan, « conquiert le terrain abandonné par le Parti républicain ». Les réseaux sociaux offrent enfin à cette nébuleuse ce qui lui avait toujours manqué : un accès direct au public, dont l'alt-right, les Proud Boys et l'assaut du Capitole du 6 janvier 2021 sont les produits. Donald Trump, a insisté l'historien, est le vecteur le plus efficace de ce mouvement, mais ni son origine ni son aboutissement : ses franges les plus radicales, à commencer par les Groypers de Nick Fuentes, le jugent déjà trop modéré. Ce sont les ressorts mêmes de la démocratie américaine, bipartisme sans cordon sanitaire, collège électoral, présidence impériale, qui ont permis ce retour au centre du jeu.

En contrepoint, Arnaud Miranda a déplacé le regard des foules vers les blogs. La néoréaction naît en 2006-2007 sous la plume de Curtis Yarvin, alias Mencius Moldbug, et connaît son « explosion cambrienne » en 2012-2013 avec *The Dark Enlightenment* du philosophe britannique Nick Land. Là où le conservateur veut préserver l'ordre, le réactionnaire veut le reconstituer et rejette la démocratie elle-même : l'idéal de Yarvin est une monarchie dirigée par un PDG, l'État géré comme une entreprise. Élitiste, technophile, héritière du libertarianisme et traversée par une obsession biologique et eugéniste, cette contre-culture n'a rien de la rue ni des milices : sa stratégie, « passiviste », consiste à bâtir une doctrine et des réseaux, un contact à la fois. Soutenue par des milliardaires de la Silicon Valley, elle a trouvé après 2024 des relais dans l'entourage du pouvoir. Arnaud Miranda a toutefois refusé l'amalgame : tous les idéologues de la droite radicale ne sont pas fascistes, même si certains textes de Yarvin le sont, et le trumpisme reste tiraillé entre trois pôles, l'alt-right, le postlibéralisme catholique et la néoréaction, dont l'accélérationnisme technologique s'accorde mal avec le constitutionnalisme du bien commun.

Le débat croisé a porté sur la place de cette néoréaction dans la généalogie retracée par Olivier Burtin,

qui range Yarvin parmi les trois tendances se disputant l'après-Trump, aux côtés des Groypers et de la théologie politique catholique d'Adrian Vermeule. Les deux intervenants se sont accordés sur la circulation transatlantique des idées, de Spengler chez Yockey à Raspail et Douguine chez Spencer, et sur les emprunts réciproques entre un mouvement white power qui utilisait déjà les réseaux informatiques naissants et une néoréaction dont l'« accélérationnisme » a été repris par les groupuscules terroristes des années 2010. Ils ont divergé sur la question de savoir qui menace le plus les institutions : celui qui exploite les règles de la démocratie pour mieux les subvertir, ou celui qui veut les abolir.

Avec la salle, où Dusan Bozalka, Gabriel Solans et Pauline Courbet ont lancé les échanges, la discussion a abordé la largeur de la définition du fascisme et la réception de ces mouvements par les Américains ordinaires, puis la place de l'institution militaire, et les transformations de l'État. Venus en dernier, les midterms du 3 novembre ont fourni la conclusion. Olivier Burtin a rappelé que les groupes ouvertement fascistes sont pour certains dans l'opposition à l'administration Trump, un revers républicain accompagné d'une mobilisation de rue pourrait les remobiliser comme en 2020 ; pour les néoréactionnaires, une défaite électorale pourrait ne pas être une défaite mais la confirmation que la démocratie est un obstacle. Pour les alliés européens, confrontés à une stratégie de sécurité nationale qui parle d'« effacement civilisationnel » de l'Europe et à une internationale des droites radicales que le scrutin brésilien vient de mettre à l'épreuve, la leçon des deux ouvrages est la même : si la démocratie américaine a résisté jusqu'ici, ce n'est pas par solidité intrinsèque, mais grâce à des institutions et des individus conscients de sa fragilité.

Maud Quessard

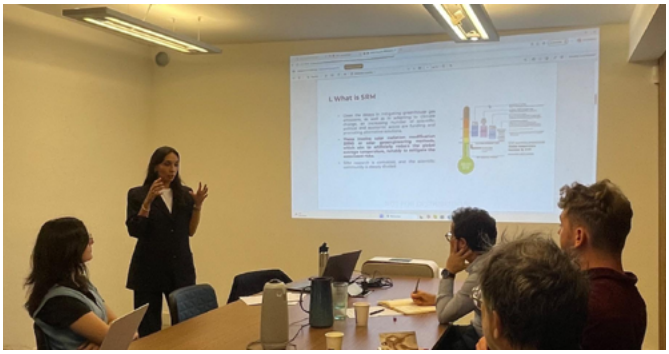
IRSEM Europe

1er octobre : Accueil de Hugo Estecahandy, nouveau chercheur postdoctorant d'IRSEM Europe.

IRSEM Europe est ravi d'avoir accueilli Hugo Estecahandy, qui a rejoint l'équipe le 1er octobre en tant que chercheur postdoctorant.

Docteur en géographie et géopolitique de l'Institut français de géopolitique (Université Paris 8), ses recherches portent sur la géopolitique du numérique et sont notamment menées au sein du projet GEODE. Actuellement, il travaille sur un sujet aussi stratégique que d'actualité : les enjeux géopolitiques des cryptomonnaies. Son expertise viendra enrichir nos réflexions stratégiques et travaux sur les enjeux numériques de la sécurité européenne.

1er octobre : Brown Bag Seminar « Who Controls the Sun?: The Geopolitics of Solar Radiation Modification », avec Sofia Kabbej.



Le 1er octobre 2026, IRSEM Europe a organisé un Brown Bag Seminar au cours duquel Sofia Kabbej, docteure en relations internationales et chercheuse associée à l'IRIS (Institut de relations internationales et stratégiques), a présenté ses travaux sur les enjeux géopolitiques et sécuritaires de la modification du rayonnement solaire (SRM).

Près de 83 % des financements consacrés à la géo-ingénierie solaire proviennent des pays anglo-saxons, principalement des États-Unis et du Royaume-Uni. Face au retard pris dans la lutte contre le changement climatique, ces méthodes, qui visent à renvoyer une partie du rayonnement solaire vers l'espace pour refroidir la planète, suscitent un intérêt croissant. Depuis 2007, environ 412 millions de dollars ont été investis dans ce secteur, dont la majori-

té après 2020. Une part croissante provient désormais d'investisseurs privés, surtout américains, qui financent des start-ups cherchant à commercialiser la technologie.

Ce qui ressort avant tout, c'est que la SRM n'est déjà plus seulement une question climatique, mais une question de puissance. La France et l'Union européenne restent en marge d'un champ où se concentrent les capacités à produire de la connaissance et à imposer des récits. Ce retard pèse sur leur souveraineté, leur autonomie stratégique et leur crédibilité auprès des pays du Sud, dont les chercheurs ont reçu 50 fois moins de financements.

Sur le plan de la gouvernance, les tentatives d'encadrement multilatéral ont jusqu'ici échoué, révélant un clivage qui prolonge celui des négociations climatiques : d'un côté, l'UE défend une approche de précaution ; de l'autre, les États-Unis et l'Arabie saoudite plaident pour faire avancer la recherche avant toute régulation.

Quant à l'injection d'aérosols stratosphériques, méthode la plus étudiée et techniquement la plus accessible, ses effets globaux, inégaux et difficiles à attribuer pourraient en faire un objet de compétition entre grandes puissances, voire un levier de coercition. Autant d'éléments qui plaident pour que l'Europe investisse ce champ plutôt que de le laisser à d'autres.

6 octobre : Brown Bag Seminar « The North Without Russia: Rethinking the Baltic and Arctic Cooperation After The War in Ukraine », avec Sophie Enos-Attali.

Le 6 octobre 2026, IRSEM Europe a organisé un Brown Bag Seminar consacré aux transformations de la coopération régionale en Europe du Nord depuis la guerre en Ukraine. La présentation a été réalisée par Sophie Enos-Attali, maîtresse de conférences à l'Institut Catholique de Paris et chercheuse associée au Centre Thucydide.

Au sortir de la guerre froide, les États nordiques ont cherché à élargir leurs partenariats aux pays baltes et à la Russie. Le Conseil des États de la mer Baltique, le Conseil de Barents et le Conseil de l'Arctique reposaient sur une coopération fonctionnelle (environnement, transports, culture) censée réduire l'incertitude stratégique.

L'invasion de l'Ukraine a mis fin à ce modèle : la Russie a été suspendue du CBSS, le Conseil de l'Arctique a été gelé et la Russie s'est retirée du Conseil de Barents, aujourd'hui dissous. Une coopération technique minimale subsiste toutefois dans l'Arctique, où des territoires comme le Groenland restent tributaires du dialogue avec la Russie.

Le séminaire a mis en lumière la sécurisation du régionalisme nordique : conçues comme des instruments de confiance, ces enceintes deviennent des outils de sécurité collective. Paradoxalement, l'exclusion de Moscou a renforcé la cohésion régionale, à travers une même lecture de la menace, un soutien commun à l'Ukraine et une coopération de défense approfondie au sein de NORDEFCO.

8 octobre : Brown Bag Seminar « Poland, a New Military Model? », avec Amélie Zima.

Le 8 octobre 2026, IRSEM Europe a organisé un Brown Bag Seminar consacré à l'émergence d'un nouveau modèle militaire polonais. Cette présentation a été assurée par Amélie Zima, chercheuse au Centre des études de sécurité de l'Ifri et responsable du programme Sécurité européenne et transatlantique.

Annoncé à l'automne 2021 et consacré par la loi sur la défense de la patrie adoptée au lendemain de l'invasion de l'Ukraine, le réarmement polonais compte parmi les plus ambitieux du continent. L'objectif initial de consacrer 3 % du PIB aux dépenses de défense est désormais largement dépassé, avec près de 4,7 %. Varsovie ambitionne même de disposer de la première armée terrestre d'Europe à l'horizon 2035. Cet effort repose sur une véritable culture stratégique : un consensus transpartisan sur la menace russe, prolongé dans la société par l'éducation à la défense dans les programmes scolaires et l'essor du service militaire volontaire.

Ce modèle allie ancrage atlantiste et coopération régionale. Avec près de 10 000 soldats américains stationnés sur son territoire, dans le cadre de l'OTAN comme d'accords bilatéraux, la Pologne s'impose comme un allié crédible de Washington, tout en approfondissant sa coopération avec les pays nordiques et baltes.

Ce qui ressort avant tout, c'est un déplacement du centre de gravité de la sécurité européenne vers l'Europe centrale. Aux côtés de la Pologne, l'Allemagne a elle aussi engagé une accélération sans précédent de son effort de défense. Une évolution susceptible de remettre en question le poids des puissances eu-

ropéennes traditionnelles, jusque dans les enceintes de défense collective.

14 octobre : Accueil des stagiaires des représentations diplomatiques et militaires françaises à Bruxelles.

IRSEM Europe accueille chaque semestre deux stagiaires, mais ils ne sont pas les seuls à travailler sur les questions de défense dans l'écosystème français de Bruxelles.

Afin de croiser les analyses et les réflexions, IRSEM Europe a réuni près de 20 stagiaires travaillant sur les enjeux de défense au sein des représentations françaises à Bruxelles : ambassade de France en Belgique, représentations permanentes de la France auprès de l'UE ou de l'OTAN, et Mission de défense.

Ils ont pour l'occasion échangé avec la journaliste Caroline Gillet. Productrice de documentaires pour France Inter depuis quinze ans, elle donne la parole à ceux qu'on entend peu. On lui doit notamment *Inside Kabul*, *Voice Notes from Ukraine* et *Foule continentale*. Elle part aujourd'hui à la rencontre des Européens des 27 États membres avec *Caroline au pays des 27*.

Son parcours, ses coulisses de reportage et sa manière de raconter l'Europe à travers les voix de celles et ceux qui la vivent ont nourri un échange riche avec les stagiaires.

15 octobre : Conférence Weimar annuelle « A Peace Project at War: Can the EU do more to boost European defense? », IRSEM Europe/ PISM/SWP.

Le 15 octobre, IRSEM Europe, le Polish Institute of International Affairs (PISM) et la German Institute for International and Security Affairs (SWP) ont réuni à Bruxelles chercheurs et représentants des institutions européennes pour la 4e édition de la Conférence Weimar.

Alors que la guerre en Ukraine se poursuit et que l'engagement américain en Europe se fait incertain, les nouveaux instruments européens comme ReArm Europe/Readiness 2030 atteignent leurs limites. Cette édition a examiné la capacité de l'UE à renforcer durablement la défense européenne.

Panel 1 : « Défense européenne, l'UE est-elle vraiment dans le jeu ou encore en dehors ? », avec Philippe Perchoc, directeur d'IRSEM Europe, Nicolai von Ondarza, chercheur senior sur l'UE à la SWP, Marcin Terlikowski, directeur de la recherche au PISM, et Aili Ribulis, cheffe adjointe de division à la direction Politique de sécurité et de défense du SEAE.

Plus qu'une question de préparation, la défense européenne est aujourd'hui une question de volonté. Les intérêts nationaux freinent l'effort commun, et la volonté de défendre varie selon les capitales. La cohésion sociale apparaît ainsi aussi essentielle que l'investissement dans la défense.

Panel 2 : « Besoins capacitaires, que négligeons-nous ? », avec Margarete Klein, chercheuse senior sur l'Europe de l'Est et l'Eurasie à la SWP, Aleksandra Kozioł, analyste sécurité européenne au PISM, Luigi Scazzieri, analyste senior à l'IESUE, et Édouard Simon, du service juridique de la Commission européenne.

Concentrée sur les drones depuis la guerre en Ukraine, l'Europe néglige encore des capacités clés comme le cyber, le spatial ou la défense aérienne. Là aussi, les intérêts nationaux pèsent sur l'effort commun, tandis que les retards de livraison freinent la montée en puissance européenne.

20 octobre : Visite d'étudiants de Paris-Panthéon-Assas.

Le 20 octobre 2026, IRSEM Europe a accueilli 28 étudiants de master 2 de l'université Paris-Panthéon-Assas, alternants dans les grands groupes industriels de la défense, pour échanger sur l'Europe de la défense.

L'après-midi s'est ouvert avec Franck Desit, directeur adjoint de la planification capacitaire et de l'armement et chef de l'unité Domaine aérien à l'Agence européenne de défense (AED). Il a exposé les missions de l'AED, la construction de l'Europe de la défense, sa dynamique et son organisation, ainsi que l'articulation entre industrie et politiques de défense.

Philippe Perchoc, directeur d'IRSEM Europe, a ensuite présenté l'institut et ses travaux. Il a évoqué son parcours et la place de la recherche dans le milieu de la défense.

22 octobre : Accueil d'une délégation de think tanks arméniens.

Le 22 octobre 2026, IRSEM Europe a accueilli à Bruxelles une délégation de think tanks arméniens, dans le cadre d'une visite d'étude organisée par Particip GmbH. Elle réunissait des représentants d'APRI Armenia, ACSES, WGSA, Yerevan Center of Foreign and Security Policy, Regional Center for Democracy and Security, Civitta Institute Armenia, Democracy Development Foundation, Armenian Council, Public Journalism Club et AUA.

Après une présentation des missions d'IRSEM Europe et de ses axes de recherche sur la défense européenne, les échanges ont porté sur les dynamiques sécuritaires d'un Caucase du Sud en pleine recomposition, la place de l'Europe comme acteur de sécurité dans son voisinage et les conditions d'un dialogue stratégique durable avec l'Arménie.

Activités des chercheurs

Yves Auffret

- Intervention lors d'un petit-déjeuner ACADEM, École militaire, 16 octobre.

Élie Baranets

- Intervention à la conférence « 250 ans des États-Unis : du rêve américain à la critique du monde », Géopo'Litiges, ENS Lyon, 19 octobre.

Paul Charon

- Publication : « Chinese Intelligence Services in the Era of Strategic Competition », dans Kiril Avramov, Bianca L. Adair (dir.), *Comparative Foreign Intelligence Services. Framing Policy and Threat Perception*, Routledge, 2026.

- Publication : *La propagande*, PUF, coll. « Que sais-je ? », 2026.

- Organisation et intervention, séminaire « Fabulae mundi : 1. Qui parle quand la Chine raconte ? Polyphonie et orchestration énonciative dans les récits stratégiques chinois », IRSEM, 5 octobre.

- Présentation du domaine Renseignement, anticipation et stratégies d'influence lors du séminaire de rentrée des doctorants RIS, IRSEM, 5 octobre.

- Cité dans Marion Zipfel, « "On ouvre enfin les yeux !" : espionnage et ingérence, l'Europe et la France face à l'influence chinoise », *Le Temps*, 12 octobre.

- Intervention : « The Serial logic of disinformation », Workshop « Contesting the Grey Zone in the AI Era: Cyber Threats, Strategic Narratives, and Foreign Influence », Center of Excellence for National Security (CENS), Rajaratnam School of International Studies (RSIS), Nanyang Technological University, Singapour, 20-21 octobre.

- Médias : « Le politologue Paul Charon décrypte les ingérences chinoises en France », (Focus) Juste une mise au point, 22 octobre.

Fatiha Dazi-Héni

- Accueil, avec Amélie Férey, d'une délégation d'officiers de l'Académie des études stratégiques de défense du sultanat d'Oman, pour des échanges sur la sécurité régionale dans le Golfe et les enjeux stratégiques du détroit d'Ormuz, École militaire, 6 octobre.

- Entretien : « Arabie saoudite – Houthis : Pourquoi cette escalade ? », « Le grand angle », Radio Orient, 13 octobre.

Hugo Estecahandy

- Invité à l'émission « Cultures monde », animée par Julie Gacon, « Dans les Suds, les cryptomonnaies font sauter la banque », France Culture, 14 octobre.

Samuel Faure

- Publication : « France and the EU Defence Market: 'Contesting the Model, Reframing the Agenda », dans Federico Santopinto (dir.), *The EU and Internal Defence Market: What Are the National Perspectives?*, Armament Industry European Research Group (ARES), Policy Paper, 138, 2026, p. 6-8.

- Publication : avec Thierry Chopin, « La défense européenne face au complexe bureaucratique-industriel national », *Le Grand Continent*, 8 octobre.

- Publication : avec Thierry Chopin, « La defensa europea frente al complejo burocrático-industrial nacional », *Le Grand Continent*, 8 octobre.

- Publication : avec Thierry Chopin, « La difesa europea di fronte al complesso burocratico-industriale nazionale », *Le Grand Continent,* 11 octobre.

- Conférence : « EU Capacity-Building without State-Building. Evidence from EU Defence Industrial Policy and the War in Ukraine », dans Philipp Genschel et Jachtenfuchs (dir.), *Capacity-Building in the European Union*, Hanse Wissenschatskolleg Delmenhorst, Allemagne, 15-16 octobre.

- Intervention à la table ronde « A franco-Irish Dialogue on European Security in an Age of Strategic Disorder », Ambassade de France en Irlande/ University College Cork, Irlande, 20 octobre.

- Publication : « Qui bénéficie des financements européens de la défense ? Usages nationaux des instruments de l'Union européenne à l'heure du réarmement », *Revue des affaires européennes*, 1, octobre, p. 127-141.

Amélie Férey

- Présentation de l'IRSEM au séminaire Relations internationales d'ACADEM, École militaire, 22 octobre.

- Accueil, avec Fatiha Dazi-Héni, d'une délégation d'officiers de l'Académie des études stratégiques du sultanat d'Oman, pour des échanges sur la sécurité régionale dans le Golfe et les enjeux stratégiques du détroit d'Ormuz, École militaire, 6 octobre.

Marine de Guglielmo Weber

- Participation au séminaire « Quand la Chine dépasse le monde », autour du numéro 892 de la *Revue Défense nationale*, coordonné par Benoît de Tréglodé et Carine Pina, École militaire, 1er octobre.

Maxime Launay

- Publication : Dossier coordonné avec Arnaud-Dominique Houte, « Ordre public, polices et politique (France, XIXe-XXe siècles) », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, hors-série 21, octobre.

- Publication : avec Arnaud-Dominique Houte, « Politiques de l'ordre public. Acteurs, pratiques, pouvoirs (XIXe-XXe siècles) », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, hors-série 21, octobre, p. 11-35.

- Publication : « L'armée, dernier rempart face à l'"ennemi intérieur" ? Les militaires et le maintien de l'ordre d'une République à l'autre (1947-1968) », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, hors-série 21, octobre, p. 97-118.

- Conférence : « Conscription et réserves » devant le groupe de travail « Armée et post-croissance », 2 octobre.

- Organisation et animation de la séance 1 du séminaire « Les armées au prisme des sciences sociales », avec Arthur Barry, autour du thème « De la masculinité militaire à l'esquisse d'une politisation ? Trajectoire sociologique d'anciens engagés de l'armée de Terre », École militaire, 13 octobre.

- Communication : « La fin des essais nucléaires a-t-elle signifié la fin de la militarisation ? », colloque « Les fins du Centre d'expérimentation du Pacifique », INALCO, 19-20 octobre.

Alexandre Lauret

- Organisation, avec Mathieu Mérino, du séminaire « Quelle trajectoire pour la France en Afrique de l'Ouest et au Sahel ? », IRSEM, 8 octobre.

- Interviewé et cité par Laurence Defranoux, « Yémen : Les Houthis, une puissance militaire fanatique et ambitieuse », *Libération*, 15 octobre.

- Médias : « Dibouti, la rente de l'exil », « Culture Monde », France Culture, 29 octobre.

Céline Marangé

- Participation à la table ronde « Le commerce des armes est-il compatible avec les droits humains », organisée par Amnesty International dans le cadre des Rendez-vous de l'histoire de Blois, Blois, 11 octobre.

- Interview : « Amanca Pûtîn ji dagirkeriyê, tolehildan û têkdana ewlehiya Ewropa û Ukraynayê ye, daku dîktatoriya xwe bi temamî bisepîne », *Gulan médias* [en kurde], 13 octobre.

- Participation à la table ronde « 2027 : année de tous les dangers », animée par Émilie Aubry de l'émission « Le dessous des cartes », dans le cadre du Festival des idées de demain d'Arte, La Gaîté lyrique, Paris, 17 octobre.

- Participation au débat de l'émission « Débat Doc », animée par Ali Baddou, à la suite du documentaire « Les armes secrètes de Poutine » avec pour premier volet « Les armes d'une nouvelle guerre », LCP, 20 octobre.

- Animation d'une table ronde sur les actes de sabotage en Europe, séminaire en format « Weimar » organisé à l'ambassade de Pologne, 22 octobre.

Mathieu Mérino

- Co-organisateur et modérateur, avec Alexandre Lauret, du séminaire « Quelle trajectoire pour la France en Afrique de l'Ouest et au Sahel ? », avec le colonel Peer de Jong, co-fondateur de l'Institut THEMIIS et Dr Caroline Roussy, directrice de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et responsable du programme Afrique/s, École militaire, 8 octobre.

- Participant/discutant à la conférence débat « Le pôle Arctique » à l'occasion de la présentation du spécialiste des pôles, Alexandre Taithe (IRIS), Association Au-delà du réverbère, Niort, 8 octobre.

- Animation d'une séance de travail sur la question de « l'insécurité alimentaire en Afrique » avec des étudiants de licence 3 en Science politique, Université catholique de l'Ouest-UCO, Niort, 9 octobre.

- Intervenant principal au webinaire « Sahel : comprendre la nouvelle donne djihadiste », organisé à la

suite de la publication de l'étude 138 (IRSEM) « Sahel, au centre du djihadisme mondial » (co-dirigée avec Alexandre Lauret), École militaire, 15 octobre.

- Intervenant principal à la visio-conférence « Les défis environnementaux à l'aune des relations internationales contemporaines », IRIS, 29 octobre.

Philippe Perchoc

- Présentation d'IRSEM Europe à l'Académie de défense de l'École militaire, Paris, 13 octobre.

- Publication : « From negative to positive peace: European integration and the changing Foundations of Security », *The European Peace: The Miracle, Its Causes, Its Limits*, Wilfried Martens Centre for European Studies, 14 octobre.

Carine Pina

- Organisation, avec Benoît de Tréglodé, du séminaire « Quand la Chine dépasse le monde », autour du numéro 892 de la *Revue Défense nationale*, coordonné par Benoît de Tréglodé et Carine Pina, École militaire, 1er octobre.

Maud Quessard

- Publication : *La Puissance sans principe. Le nouvel empire américain*, Paris, Éditions du Seuil, 9 octobre.

- Publication : avec Clara Hénoux, « La puissance sous condition : recentrage hémisphérique, politisation et redéfinition contractuelle du lien transatlantique. Analyse croisée de la *National Security Strategy* (2025) et de la *National Defense Strategy* (2026) », *L'Année de la Défense Nationale – ADN 2027*, IHEDN / La Documentation française, octobre.

- Débat : « Trump : la guerre des successeurs a déjà commencé », avec Romuald Sciora (IRIS) et Kethevane Gorjestani (France 24), « Sens Public », animé par Thomas Hugues, Public Sénat, 12 octobre.

- Médias : « Trump plus dangereux que jamais ? », invitée principale du troisième volet de l'émission « Pour tout dire », animée par Matthieu Croissandeau, T18, 13 octobre.

- Médias : intervention au journal télévisé, TF1, 13 octobre.

- Entretien avec François Miguet, « Donald Trump aspire à régner en autocrate », *Le Point*, 16 octobre.

- Participation au 4e Séminaire trilatéral France-Canada-Allemagne sur l'architecture de sécurité transatlantique (France–Canada–Germany Trilateral Defence Seminar 2026) ; présidence et modération de la session d'ouverture organisée par le Forum de Défense et de Stratégie (FDS) avec l'ambassade de France en Allemagne, avec le soutien de la DGRIS et de l'Auswärtiges Amt, Berlin, Allemagne, 15-16 octobre.

- Entretien : « La tentation de l'ingérence étrangère. Trump et Poutine ont-ils orchestré les émeutes en France ? », avec Kevin Limonier et Marion Solletty, conduit par Alice Deschamps et Pierre Ramond, *Le Grand Continent*, 21 octobre.

- Médias : « Peut-on parler d'un nouvel empire américain ? », « Le téléphone sonne », présenté par Ali Baddou, France Inter, 25 octobre.

- Organisation, présidence et modération de la conférence « Les droites américaines, du fascisme à la néoréaction », avec Olivier Burtin (maître de conférences HDR à l'Université de Picardie Jules-Verne) et Arnaud Miranda (docteur en théorie politique, chercheur associé au CEVIPOF), OPEXAM/IRSEM, École militaire, 26 octobre.

- Médias : « Au Brésil, un échec du "trumpisme international" ? », « Les matins de France Culture », animé par Guillaume Erner, France Culture, 27 octobre.

- Entretien vidéo : « Trump et le prix Nobel », « Sens Public », Public Sénat, 27 octobre.

- Médias : « Le Nouvel Empire américain et la puissance sans principe », « Zoom Zoom Zen », France Inter, 29 octobre.

- Médias : entretien vidéo avec Amaury Tremblay sur *La Puissance sans principe*, BFM TV, 30 octobre.

Clément Renault

- Entretien : « Attentats, sabotages, assassinats : la note secrète qui détaille les scénarios d'une attaque russe en France », *L'Express*, 29 septembre.

- Conférence : « Renseignement et politique étrangère sous la seconde administration Trump », séminaire METIS, Sciences Po, 5 octobre.

- Participation à un échange fermé sur le thème de la réforme et de l'adaptation aux nouvelles menaces des services de renseignement, SWP, Berlin, 8-9 octobre.

- Intervention : « Interpréter, analyser, juger : introduction aux méthodes des services de renseignement », session nationale intelligence économique de l'IHEMI, 14 octobre.

- Conférence : « Intelligence artificielle, renseignement et décision dans la guerre russo-ukrainienne », Université de technologie de Compiègne (UTC), 14 octobre.

- Entretien : « Renseignement américain menacé, réseau Starlink restreint : Donald Trump veut-il rendre l'armée ukrainienne aveugle ? », *Le Parisien,* 14 octobre.

- Publication : « Spying Without Seeing – Israeli Intelligence Services and the Failure of October 7 », [version anglaise de l'Étude 127, octobre 2025] IRSEM, 19 octobre.

Virginie Saliou

- Intervention à l'émission « Mer noire : "on a une pression de la Russie sur l'OTAN dans ces zones grises juridiques" », RFI midi, 21 octobre.

Eugénie Stoclet

- Publication : « Penser les dynamiques hydropolitiques – Le cas du barrage Medog sur le Brahmapoutre », Note stratégique 153, IRSEM, 5 octobre.

Benoît de Tréglodé

- Organisation, avec Carine Pina, du séminaire « Quand la Chine dépasse le monde », autour du numéro 892 de la *Revue Défense nationale* (RDN), coordonné par Benoît de Tréglodé et Carine Pina, École militaire, 1er octobre.

Claude Weber

- Intervention au 1er Colloque « Femmes de la Défense » : « Diversifier les esprits pour démultiplier les forces », Paris, Invalides, 24 septembre.

- Interventions dans le cadre de la 7e édition du Festival « Foutez-nous la Paix ! » ; débats à l'issue de la projection de 3 films (*Longo Maï, au cœur du chaos*, *Ukraine, journal d'un pacifiste*, *Coward les braves*) sur les réalités de la vie combattante, Saint-Junien, 21 octobre.

Océane Zubeldia

- Présentation du domaine Armement et économie de défense (AED) et de l'orientation des travaux, séminaire de rentrée des jeunes chercheurs et doctorants financés par la DGRIS (Direction générale des relations internationales et de la stratégie), École militaire, 5 octobre.

- Participation à la conférence internationale « Powering the Next Era of Maritime Operations », Tróia, Portugal, 12-14 octobre.

- Intervention à la conférence de clôture « Drones and Unmanned Systems in European Security », Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) et European Security and Defence College, Centre de conférences de la Commission européenne, Bruxelles, 22 octobre.

Veille scientifique

États-Unis

Les deux articles suivants ont été publiés dans *Foreign Policy*, un magazine américain bimestriel créé en 1970 par Samuel Huntington et Warren Demian Manshel, détenu et publié par The Washington Post Company. Ce magazine réputé et plutôt centriste propose des analyses de l'actualité en matière de politique étrangère, de géopolitique et de relations internationales.

Emma Ashford, « Everyone got Pete Hegseth wrong », *Foreign Policy*, 8 octobre 2026.

Emma Ashford est chercheuse spécialiste de politique étrangère américaine au Stimson Center au sein du programme « Reimagining US Grand Strategy ». Dans cet article, l'argument central défendu par Ashford est que l'influence de Pete Hegseth au sein de la deuxième administration Trump est bien plus importante que ce que la majorité des experts anticipait, le considérant comme un choix faible ou incompétent pour diriger le Pentagone – un ancien officier subalterne sans aucune expérience au sein du département de la Défense et surtout connu du grand public comme animateur de Fox & Friends.

Pour l'autrice, il est finalement devenu l'un des responsables les plus puissants et influents de la deuxième administration Trump en imposant une transformation profonde de l'armée américaine, notamment à travers le renvoi de nombreux hauts responsables militaires. Il dément une purge du personnel et considère qu'il s'agit d'une reprise en main nécessaire. Selon Ashford, Pete Hegseth ne cherche pas vraiment à imposer de doctrine géopolitique cohérente et se concentre plutôt sur des sujets auxquels le président Trump est sensible comme combattre la culture woke, attaquer les médias et restaurer une image de puissance militaire, tout en réduisant les contraintes politiques et bureaucratiques. Le projet d'Hegseth, décrit comme un nationaliste chrétien, est d'entamer une transformation culturelle et institutionnelle de l'armée. Ashford considère qu'il est devenu un acteur capable d'influencer les décisions de Donald Trump en matière de politique étrangère, comme le démontre la guerre en Iran, opération mise en avant par Hegseth comme « rapide et décisive ». L'autrice conclut en expliquant que l'obsession du secrétaire à la Défense pour les guerres culturelles, plutôt que d'implémenter de nouvelles politiques, aura des conséquences négatives de long terme pour les armées.

Alexandre Main & Guillaume Long, « Brazil's Sovereignty Is on the Ballot », *Foreign Policy*, 22 octobre 2026.

Alexandre Main est directeur de la politique internationale au Center for Economic and Policy Research à Washington, D.C. Guillaume Long est chercheur au sein de ce même centre et ancien ministre des Affaires étrangères de l'Équateur. Dans cet article, ils proposent une analyse de l'évolution des relations entre le Brésil et les États-Unis, notamment vis-à-vis d'une éventuelle présence militaire américaine sur le sol brésilien, dans le cadre de la stratégie de Donald Trump contre les narcotrafiquants en Amérique latine.

Selon Main et Long, une victoire de Flavio Bolsonaro aux élections présidentielles aurait pu ouvrir la voie à une présence militaire américaine accrue au Brésil, le candidat d'extrême droite ayant obtenu de l'administration Trump la désignation de gangs brésiliens comme organisations terroristes. De son côté, Luiz Inácio Lula da Silva défend l'autonomie stratégique et la souveraineté du Brésil en préférant une politique étrangère plus équilibrée entre les États-Unis et la Chine. Sa victoire aux élections présidentielles le 25 octobre dernier devrait compliquer la stratégie de domination de Trump en Amérique latine et notamment le déploiement de son « Bouclier des Amériques », voulue comme une coalition régionale composée de gouvernements proches de Washington.

Pour aller plus loin sur les élections de mi-mandat américaines :

Gabriel R. Sanchez, Keon L. Gilbert et Rashawn Ray, « Recent SCOTUS decisions threaten to uproot communities' voting power », Brookings, 1er octobre 2026.

Bruce Stokes, « What will happen if Trump rejects the midterm results? », Chatham House, 14 septembre 2026.

Rana Foroohar, « Foreign policy matters – and the Democrats need one », *Financial Times*, 11 octobre 2026.

Ces trois articles prospectifs traitent des enjeux liés au redécoupage électoral, aux conséquences d'un déni des résultats des élections de mi-mandat et à l'avenir de la politique étrangère américaine en cas de victoire démocrate.

Pauline Courbet

À venir

6 novembre : Séminaire « Ce que l'histoire de la Grande Guerre nous apprend des séquelles environnementales de la guerre en Ukraine », IRSEM/ISP, avec Dr Daniel Hubé (BRGM). École militaire, salle des Commissions, 9h-11h.

2014. Quelque part dans le Donbass. Un soldat photographié de dos patauge dans la boue qui avait envahi sa tranchée, faisant resurgir dans le présent par la couleur du cliché des représentations de la guerre qui, pour nous autres en déprise guerrière, semblaient reléguées au sépia et au passé. Avec l'invasion du 24 février 2022, une seconde phase du conflit a été initiée, d'une brutalité inédite depuis 1939-1945. Une nouvelle Grande Guerre pouvait-on lire, alors que la recherche sur les conséquences environnementales actuelles de la Grande Guerre (1914-1918), jusqu'alors méconnues, a progressé significativement.

Cette conférence propose une mise en miroir de la physionomie des deux conflits séparés par cent ans, pour apprécier ce sur quoi ils convergent ou divergent et quels seraient les enseignements tirés de la recherche environnementale originale sur la Grande Guerre qui puissent bénéficier à la connaissance des séquelles environnementales actuelles et futures de la guerre en Ukraine. Comprendre le passé, pour analyser le présent et mieux anticiper l'avenir. Cette séance s'inscrit dans le cycle de séminaires IRSEM/ISP intitulé « L'espace social et politique de la guerre : transformations, engagements, adaptations » et animé par Anna Colin Lebedev, Anne Le Huérou, Céline Marangé et Victor Violier. Modération : Anna Colin-Lebedev ; discussion : Marine de Guglielmo Weber

▪ Dr Daniel Hubé est ingénieur géologue, spécialisé dans le domaine des sites et sols pollués au sein du Service géologique national (BRGM). En 2024, il a soutenu une thèse de doctorat en environnement et en histoire militaire qui portait sur les empreintes environnementales actuelles de la Première Guerre mondiale sur le front occidental. Il s'intéresse désormais aux effets des conflits armés majeurs sur l'environnement, collaborant notamment avec des experts ukrainiens et des partenaires européens pour connaître l'état de pollution des sols en Ukraine et identifier les meilleures solutions pour leur remise en état post-bellum. Parmi ses publications sur le sujet, on peut citer : « Restes explosifs de guerre et brutalisation environnementale en Ukraine : une comparaison avec la Grande Guerre », dans M. Coudreau et L. Coumel (dir.), « La guerre russe en Ukraine. Enjeux environnementaux », *Politika*, 16 janvier 2024 et « Barrage détruit en Ukraine : retour sur une tactique militaire ancienne », *The Conversation*, 16 juillet 2023.

9 novembre : Séminaire « Fabulæ Mundi : 2. De la production à la réception des récits stratégiques : une approche méthodologique mixte à partir du cas de l'influence russe en Inde et en Afrique du Sud », avec Maxime Audinet (Inalco). École militaire, salle Saint-Exupéry, 10h-12h. Inscription.

Cette séance explore les résultats du projet de recherche « War and Order: Russia's communication in the Global South ». Le projet s'appuie sur une méthodologie mixte, destinée à étudier conjointement la production, la diffusion et la réception des récits stratégiques russes sur la guerre en Ukraine et sur l'évolution de l'ordre international dans deux grands pays membres des BRICS : l'Inde et l'Afrique du Sud. Dans un premier temps, le projet met en évidence les messages diffusés par l'État russe à destination des publics indiens et sud-africains entre 2022 et 2025. Elle combine une analyse qualitative des récits stratégiques russes avec une analyse lexicométrique des contenus diffusés par les ambassades de Russie et les médias d'État transnationaux RT et Sputnik. Cette première phase permet en outre de distinguer les messages génériques des contenus spécifiquement adaptés aux contextes indien et sud-africain.

Dans un second temps, nous interrogeons la réception de ces récits à travers une expérimentation par sondage menée dans les deux pays pour tester l'attitude des enquêtés à l'égard de la Russie en guerre et de la reconfiguration de l'ordre international. Nous comparons les effets d'une exposition à des contenus russes génériques, à des contenus adaptés aux contextes locaux ou à une absence de contenus. En liant la production des récits stratégiques et leur réception par les publics ciblés, cet article propose en somme une analyse combinée – et potentiellement réplicable – de la manière dont la Russie exerce son influence dans les pays du « Sud global ».

Le projet « War and Order » a été financé par l'agence UK Research and Innovation (UKRI) et a été réalisé avec Precious Chatterje-Doody (Open University) et Daniel Stockemer (Université d'Ottawa).

12 novembre : Book Club « Fronts de l'Est » : « Adieu ma Russie. Un dialogue d'historiens », avec Nicolas Werth et Stéphane Audoin-Rouzeau. École militaire, amphithéâtre Moore, 17h30-19h. Inscription en présentiel et en ligne.

Le grand historien du stalinisme Nicolas Werth vient de publier *Adieu ma Russie. Mémoires orphelines* aux éditions Les Belles Lettres. Dans ce livre poignant, il offre un récit de filiation mêlé à une réflexion profonde sur l'histoire de la Russie aux XX[e] et XXI[e] siècles. Son père, correspondant pour la BBC en Russie pendant toute la Seconde Guerre mondiale, a longtemps été indulgent envers le régime soviétique. Il s'est suicidé quelques mois après l'écrasement du printemps de Prague par les troupes du pacte de Varsovie. Lui-même a apporté, sa vie durant, la contradiction au père, documentant sans relâche les crimes du régime stalinien. Cependant il a fini par subir la désillusion du père et, quelques mois après l'invasion de l'Ukraine, a été à deux doigts de reproduire le même geste de désespoir.

Nicolas Werth entrera en dialogue avec son ami Stéphane Audoin-Rouzeau, historien de la violence de guerre, qui l'a incité à écrire ce livre pour conjurer le passé. Ensemble, ils tenteront de « comprendre comment l'Histoire, la "Grande Histoire", a percuté le père et le fils ».

Cet échange aura lieu dans le cadre du Book Club « Fronts de l'Est », animé par Céline Marangé.

▪ Nicolas Werth est directeur de recherche honoraire au CNRS et président de Mémorial France, branche française de l'Association Memorial-International qui a reçu le Prix Nobel de la Paix en 2022. Historien des répressions staliniennes, il a passé près de vingt ans dans les archives en Russie. Il est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages dont *L'ivrogne et la marchande de fleurs : autopsie d'un meurtre de masse, 1937-1938* (Tallandier, 2009) et *Les grande famines soviétiques* (PUF, 2020).

▪ Stéphane Audoin-Rouzeau est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales et président du Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne. Historien de la Première Guerre mondiale, il s'est particulièrement intéressé à la violence de guerre et plus tard au génocide des Tutsis au Rwanda. Il est également l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages, dont le dernier, *Notre déni de guerre*, est paru en 2026 au Seuil.

13 novembre : Séminaire « Recompositions élitaires et pouvoirs d'État au Maroc et en Tunisie », avec Déborah Perez, Mohamed Haddad, Ahmed Fouad El Haddad. École militaire, 10h-12h. Inscription.

Au Maroc comme en Tunisie, l'analyse des élites a pu constituer une entrée privilégiée pour saisir les ressorts concrets de l'exercice du pouvoir. Les notions de « Makhzen » ou d'« État profond », largement mobilisées, par les observateurs comme par les acteurs, en proposent pourtant une lecture surplombante qui tend à opacifier les logiques de formation et de reproduction des groupes dirigeants. Ce séminaire propose de les saisir par une sociologie des groupes situés au sommet de l'État, attentive aux trajectoires, aux ressources et aux modes de lé-

gitimation de celles et ceux qui y accèdent. Il s'agira ainsi de comprendre comment les recompositions élitaires contribuent à redéfinir les formes du politique.

Cette séance « Maroc – Tunisie » s'inscrit dans le cadre du cycle de séminaires « Afrique du Nord, Proche et Moyen-Orient ».

▪ Déborah Perez est chargée de recherche FNRS. Après une thèse portant sur les parlementaires tunisiens de l'Assemblée nationale constituante, elle travaille maintenant sur les entourages ministériels dans une perspective comparée Maroc-Tunisie.

▪ Mohamed Haddad est doctorant en science politique à l'Université de Lille. Ses recherches portent sur la magistrature tunisienne et les carrières judiciaires.

▪ Ahmed Fouad El Haddad est maître de conférences à l'IEP de Fontainebleau. Ses recherches portent sur l'action publique et les élites gouvernementales et parlementaires au Maroc.

17 novembre : Séminaire « Les armées au prisme des sciences sociales – L'affaire d'Uzbin : la mort combattante en procès ». École Militaire, salle Saint-Exupéry, 10h-12h. Inscription.

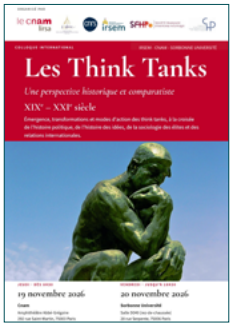
Afghanistan, vallée d'Uzbin, 18 août 2008 : des soldats du 8e Régiment de parachutistes d'infanterie de marine française tombent dans une embuscade tendue par des talibans. Le bilan est lourd – 10 morts, 21 blessés – et la couverture médiatique intense – des centaines d'articles y sont consacrés, films et romans s'en inspirent. Drame national, électrochoc, traumatisme : les mots n'ont pas manqué pour qualifier cet événement. Il y aurait même un avant et un après Uzbin.

Cependant le fait de guerre devient bientôt une affaire de justice. En novembre 2009, des familles des soldats tombés portent plainte contre X pour mise en danger délibérée de la vie d'autrui. Cette plainte, une première judiciaire, met en émoi la communauté militaire. En effet, la mort au combat ne fait-elle pas partie des risques du métier ? En quoi ces pertes ont-elles pu être jugées à la fois exceptionnelles et intolérables ? Comment des soldats « tués à l'ennemi » peuvent-ils être considérés comme victimes de leur hiérarchie ? En d'autres termes, qu'est-ce qui a rendu possible ce procès de la mort combattante ?

Pour répondre à cette question, Yannick Barthe s'intéresse à ce qu'il nomme le processus de blaming, soit le fait d'attribuer la survenue d'un événement dommageable à un tiers. À partir de l'étude de ce cas particulier, l'auteur propose une analyse plus générale des processus d'imputation du malheur dans les sociétés contemporaines et suggère des pistes explicatives permettant de comprendre leur évolution.

▪ Yannick Barthe est sociologue, directeur de recherche au CNRS et directeur d'études de l'EHESS. Il est notamment spécialiste de la sociologie des processus de victimisation et de responsabilisation ainsi que de la sociologie des risques collectifs et des controverses.

19-20 novembre : Colloque international « Les Think Tanks : une perspective historique et comparatiste (XIXe-XXIe siècle) », IRSEM/ CNAM/Sorbonne Université. Programme. Inscription.



Le colloque international « Les Think Tanks : une perspective historique et comparatiste (XIXe-XXIe siècle) » ambitionne d'interroger l'émergence, les transformations et les modes d'action des think tanks dans plusieurs espaces nationaux, notamment en France, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne et en Italie. Réunissant des historiens, des politistes et des chercheurs en sciences sociales, cette manifestation scientifique vise à inscrire l'étude des think tanks dans une perspective de longue durée afin de mieux comprendre les conditions de leur apparition, leur institutionnalisation progressive et leur rôle croissant dans la production, la circulation et la légitimation de l'expertise.

Organisé conjointement par le LIRSA (Conservatoire national des arts et métiers), SIRICE (Sorbonne Université), l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), le Comité d'histoire parlementaire et politique (CHPP) et la Société française d'histoire politique (SFHPo), le colloque se propose d'analyser les think tanks à la croisée de l'histoire politique, de l'histoire des idées, de la sociologie des

élites et de l'étude des relations internationales. Les échanges permettront d'examiner les origines intellectuelles et institutionnelles de ces organismes, les modèles nationaux qui les caractérisent, les réseaux dans lesquels ils s'insèrent, ainsi que leurs relations avec les pouvoirs publics, les universités, les fondations, les acteurs économiques et les médias.

Une attention particulière sera portée à la diversité des formes prises par les think tanks selon les contextes nationaux et les périodes étudiées. Les communications exploreront aussi bien la généalogie de ces structures que leur place dans la définition des politiques publiques, leur contribution aux débats stratégiques, économiques et sociétaux, ou encore leur rôle dans la formulation des grandes orientations internationales. À travers des études de cas et des analyses comparatives, il s'agira notamment de mieux comprendre les mécanismes de production de l'expertise, les processus de circulation transnationale des idées et les modalités d'influence exercées par ces organisations dans les sphères décisionnelles.

En croisant approches historiques et enjeux contemporains, le colloque entend également ouvrir la réflexion sur les évolutions récentes du secteur, qu'il s'agisse des questions géopolitiques, des mutations économiques, des enjeux environnementaux ou des défis stratégiques auxquels les sociétés contemporaines sont confrontées. Cette rencontre scientifique a ainsi pour ambition de constituer un espace de dialogue international et interdisciplinaire permettant de renouveler les connaissances sur ces acteurs devenus incontournables de la vie politique, intellectuelle et diplomatique, tout en mettant en lumière les spécificités et les convergences observables à l'échelle européenne et transatlantique.